



POLITIQUE

Cette jeunesse qui défile déjà pour « sauver » sa retraite

AUDE BARIÉTY [@AudeBariety](#)
ET VICTOR MÉRAT [@Meratvico](#)

« TU NOUS mets 64, on te re-mai 68 ». Parmi tous les slogans inscrits en lettres majuscules sur les pancartes et banderoles brandies par les lycéens et les étudiants devant leurs établissements scolaires et universitaires, comme dans les manifestations, cette phrase sort du lot. La mobilisation contre le projet de réforme des retraites constituera-t-elle un nouveau Mai 68? Les jeunes militants l'espèrent. « Si ça continue, c'est bien parti. La colère vient de plus loin que cette réforme. C'est tout ce que les jeunes subissent qui les fait descendre dans la rue », affirme Colin Champion, président du syndicat La Voix lycéenne.

Pour l'instant, toutefois, Mai 68 est encore loin. Si l'Unef évoque 150 000 jeunes mobilisés le 31 janvier, une source policière assure que dans cette tranche d'âge, le sujet ne déclenche pas les passions. « Ils sont visibles, mais on ne peut pas dire qu'ils soient massivement associés au mouvement », confirme le politologue Pascal Perrineau, professeur émérite des universités à Sciences Po. Il y a une tentative de la part du mouvement syndical d'élargir le mouvement au-delà des salariés, mais pour l'instant, cela rencontre un écho relativement modéré.

S'ils ne représentent pas la majorité, certains jeunes ont toutefois décidé de se mobiliser. Après deux journées, émergent déjà de nouvelles figures de la jeunesse militante, sur lesquelles il faudra probablement compter dans les mois et années à venir. Parmi elles, Manès, 15 ans, scolarisé en seconde au lycée Buffon (15^e). Déjà surnommé « le futur Philippe Martinez » par certains médias et internautes, l'adolescent présente sarcastiquement son compte Twitter comme un « Olivier Dussopt hate account ». En dépit de sa jeunesse, le responsable fédéral Paris du syndicat

La Voix lycéenne a le verbe tranchant et le geste assuré d'un militant chevronné. Avant de rejoindre la benne du véhicule utilitaire qui fait office de char pour haranguer la foule, il explique : « Cette réforme est la goutte de trop. Je suis là en solidarité avec les travailleurs mais aussi pour dire qu'elle va accroître le chômage des jeunes car il y aura plus de travailleurs sur le marché. »

Chez certains, le contenu de la réforme n'est que très partiellement maîtrisé. Ainsi à la manifestation du 19 janvier, Noé*, en seconde au lycée Voltaire (11^e), assure d'abord avec aplomb que l'âge de départ sera décalé à 80 ans. L'adolescent, qui assure avoir été « gazé » par la police devant le lycée Hélène Boucher (20^e), où il a participé au blocus un peu plus tôt dans la journée, se reprend ensuite : « Ils décalent trop tard l'âge limite, à 70 ans à peu près. »

Pour rappel, le gouvernement prévoit de repousser l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2030 - contre 62 ans actuellement - et d'allonger la durée de cotisation nécessaire pour atteindre un taux plein à 43 ans. Fort de ces informations, Quentin, qui a mis en pause ses études « notamment à cause du Covid », a « fait une simulation » et découvert « qu'il n'aurait pas de retraite avant 70 ans ». « Je n'ai pas forcément envie de travailler si tard », souligne son camarade Benjamin, 26 ans. « Je ne vis pas pour bosser jusque-là! », renchérit derrière sa frange rouge Laurie, 21 ans, étudiante en M1 à la Sorbonne nouvelle.

Même ceux qui pourront prétendre à une retraite à 64 ans - si les règles ne changent pas une nouvelle fois d'ici là - manifestent leur opposition. Clémence, 23 ans, auxiliaire de puériculture en crèche depuis deux ans, ne se voit pas continuer à ce rythme encore quarante-et-un ans. « Je ne pourrai pas physiquement. Je suis debout

tout le temps, je me baisse beaucoup, je porte les enfants, il y a toujours du bruit... Je gagne 1 500 euros net par mois et je n'ai pas de perspectives d'évolutions conséquentes », déplore l'habitante de Fontenay-sous-Bois. Au-delà des conséquences que la réforme aurait pour eux-mêmes, certains jeunes assurent se battre pour leurs aînés. Déborah, jeune fonctionnaire, évoque son père, agriculteur, ainsi que « tous ceux qui font un métier pénible ».

La mobilisation contre le projet de loi du gouvernement est aussi l'occasion pour ces jeunes d'exprimer un mécontentement plus général. Quitte à se perdre dans un embrouillamini de revendications. Dans les cortèges, alors que les volutes de cigarettes et de joints se mêlent aux odeurs de merguez et de poivrons rôtis, certains mentionnent leur opposition à Parcoursup ou à la réforme des lycées professionnels. D'autres, leur impatience quant à la réforme des bourses promise par la ministre de l'Enseignement supérieur Sylvie Retailleau, qui se fait attendre. Tous insistent sur leur rejet de l'exécutif actuel. « On sent qu'on peut faire perdre le gouvernement », glisse ainsi Hugo Prévost, étudiant en économie de 23 ans et porte-parole de la fédération étudiante L'Alternative.

Le changement climatique est un autre motif d'inquiétude. « J'aurai ma retraite à 64 ans sauf si le climat me tue avant », pouvait-on ainsi lire sur certaines pancartes le 19 janvier. Au son de L'Internationale - préférée aux hits des rappeurs Niska ou 13 Block -, les jeunes gens rappellent leur aversion contre le capitalisme, le fascisme et la police. « Police partout, retraite nulle part » et « La jeunesse emmerde le Front national » sont ainsi fréquemment scandés, dans la rue comme devant les établissements. « Les trois quarts ne savent pas pourquoi ils mani-



festent», raille Matthieu*, lycéen qui ne participe pas au mouvement.

Malgré la détermination des organisations de jeunesse, les retraites restent un « enjeu lointain » pour la plupart des lycéens et étudiants, assure Pascal Perrineau. « La protestation contre la réforme ne prend pas vraiment. Les gens de notre âge ne réalisent pas. Ceux qui sont contre, comme moi, sont minoritaires », souffle Lili, élève de terminale croisée à la manifestation parisienne du 31 janvier. Si mardi, La Voix lycéenne annonçait 300 lycées mobilisés et 200 bloqués en France, dont 30 mobilisés en Île-de-France, le ministère de l'Éducation nationale affirme quant à lui n'avoir recensé que « 17 rassemblements, 11 blocages et 4 tentatives de blocage ».

Côté étudiant, il est également difficile de parler pour l'instant d'une mobilisation générale. Le 19 et le 31, quelques établissements d'enseignement supérieur ont été bloqués, occupés ou fermés. Comme Sciences Po Paris, dont les locaux du 27, rue Saint-Guillaume (7^e), ont été occupés par une trentaine d'étudiants dès le 30 au soir. Très peu de jeunes, drapeaux de l'Union populaire en main, ont cependant répondu à l'appel des occupants à protester devant l'institution le mardi matin. « Aucun incident ou dégradation n'a été constaté », rapporte l'école.

Pas de quoi décourager les lycéens et étudiants déjà mobilisés, qui comptent bien redescendre dans la rue les 7 et 11 février. « On est déterminés, et ça va s'amplifier », promet Colin Champion, de La Voix lycéenne. L'assertion laisse Pascal Perrineau sceptique : « Fidéliser des jeunes sur de longues semaines sur un enjeu comme la retraite, ça va être extrêmement difficile », prévient le politologue. ■

* Les prénoms ont été changés.

“ Je suis debout tout le temps, je me baisse beaucoup, je porte les enfants... je gagne 1 500 euros net par mois et je n'ai pas de perspectives d'évolutions conséquentes ”

CLÉMENCE, 23 ANS,
AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE EN CRÈCHE



Deux étudiants manifestent contre la réforme des retraites, à Toulouse, le 31 janvier.

FREDERIC SCHEIBER/HANS LUCAS VIA AFP